

## SOZIALE ARBEIT

# Schlechte Zeiten für arme Leute

**Vor 30 Jahren verkehrten auf der Terrasse der Bieler Stadtkirche Drogenabhängige. Als Folge dieses Elends wurde der Verein Gassenarbeit gegründet – nötig heute wie damals.**

VON THIERRY LUTERBACHER

«Besser reich und gesund als arm und krank», schrieb der französische Autor, Satiriker und Schauspieler Francis Blanche. Das trifft auch in der heutigen Zeit zu. Höhere Lebenskosten, steigende Mieten, stetig steigende Krankenkassenprämien, sozialer Abstieg, Schuldenfalle, der Abgrund der Abhängigkeit. All dies hinterlässt Spuren und treibt Teile der Bevölkerung in die Bedürftigkeit. Es ist kaum vorstellbar, dass in der Stadt Biel Menschen nicht jeden Tag genug zu essen haben, obdachlos sind, auf der Strasse schlafen. Notlagen, die durch den nahenden Winter verschärft werden. Der von den Kirchen unterstützte Verein Gassenarbeit Biel-Seeland-Jura feierte eben das 30-jährige Bestehen und ist täglich mit diesen unerträglichen Tatsachen konfrontiert.

**Ein Blick zurück.** Die Terrasse bei der Stadtkirche erinnerte 1993 an einen Mini-Platzspitz. Die Zürcher Drogenszene war 1992 von der Polizei geräumt worden und verschob sich zum Letten, einem alten, stillgelegten Bahnhof.

Am 26. April 1993 fand die Gründungsversammlung des Vereins Gassenarbeit statt, getragen von den Kirchen Biel-Seeland-Jura. Zwei Mitarbeiter wurden eingestellt. Diese leisteten den Drogenabhängigen auf der Kirchenterrasse Nothilfe und boten Beratung an. «Seit der Gründung haben sich die Zielgruppen der Gassenarbeit auf Menschen ausgeweitet, die von Armut betroffen sind, Schwierigkeiten bei der Wohnungssuche haben oder von sozialer Ausgrenzung betroffen sind», heißt es in einer Dokumentation mit dem Titel: «30 Jahre im Dienst von Menschen, die von Armut betroffen sind.»

**Hemmschwelle.** «Viele Menschen in prekären Verhältnissen suchen oder finden nicht die Hilfe, auf die sie Anspruch hätten. Manche verweigern sie aus Angst, ihre Unabhängigkeit zu verlieren, andere mit Migrationshintergrund aus Angst, dass ihre Aufenthaltsbewilligung annulliert wird. Den ersten Schritt zu tun, um eine Institution um Hilfe zu bitten, ist oft schwierig, da die Hemmschwelle, das Unbehagen und die Scham hoch sind. Deshalb ist es eines der Ziele unseres Vereins, die Hilfe zugänglicher zu machen», sagt Gassenarbeiterin Esther Mühlthaler.

Die Zeiten haben sich geändert. Während Strassensozialarbeit zu Beginn vor allem Menschen mit Suchtproblemen (Drogen, Alkohol, Medikamente) half, konzentrieren sich die Themen der Beratung heute auf finanzielle Unsicherheiten,



**Unabhängig.** Zur Erinnerung: Der Verein Gassenarbeit ist finanziell unabhängig von Stadt und Kanton, er hängt nur von den Geldern ab, die von der katholischen, der christlichen und der reformierten Kirche in Biel, im Seeland und im Jura bereitgestellt werden. «Die Unterstützung der Kirchen bleibt unter den gegenwärtigen Umständen wichtiger denn je. Sie reagieren weiterhin auf die starke Nachfrage nach Hilfe.»

[www.gassenarbeit-biel.ch](http://www.gassenarbeit-biel.ch)

**Esther Mühlthaler:**  
«Viele Menschen in prekären Verhältnissen suchen oder finden nicht die Hilfe, auf die sie Anspruch hätten.»

**Die Gassenarbeit ist an der Mittelstrasse 5 in Biel domiciliert.**

**Esther Mühlthaler:**  
«Bien des personnes qui vivent dans la précarité ne trouvent pas l'aide à laquelle elles auraient droit.»

PAR THIERRY LUTERBACHER

«Mieux vaut être riche et bien portant que pauvre et malade», écrivait l'auteur, humoriste et acteur français Francis Blanche. Ça se confirme par les temps qui courent! Le rénchérissement des besoins essentiels, la hausse des loyers, l'augmentation incessante des primes de l'assurance maladie, la dégringolade sociale, la spirale infernale des dettes, l'abîme de la dépendance, laissent des traces d'indigence indélébile dans la population. On peine à concevoir que dans notre ville de Biel, des gens ne mangent pas à leur faim tous les jours, se retrouvent sans domicile fixe, dorment dans la rue; des situations de détresse aggravées par l'approche de l'hiver. C'est là pourtant, au quotidien, le constat indigeste de Travail de rue Bienneseeland-Jura bernois – une association soutenue par les Églises qui vient de fêter ses trente ans d'existence.

**Retour en arrière.** En 1993, le parvis du Temple allemand, dans la vieille ville de Biel, a des allures de mini Platzspitz (la scène de la drogue zurichoise que la police a évacué en 1992 avec comme conséquence le regroupement des toxicomanes au Letten, une ancienne gare désaffectée).

«En date du 26 avril 1993, s'est tenue l'assemblée constitutive de l'Association pour le Travail de rue soutenue par les Églises Biel-Seland-Jura bernois. Deux collaborateurs étaient engagés pour apporter une aide d'urgence et des conseils aux personnes toxicodépendantes rassemblées sur le parvis du Temple allemand. Depuis sa création, les groupes cibles de Travail de rue se sont élargis aux

## AIDE SOCIALE

# Sale temps pour la pauvreté

**Il y a trente ans, alertée par la misère de la toxicodépendance sur le parvis du Temple allemand, dans la vieille ville de Biel, se tenait l'assemblée constitutive de l'association Travail de rue.**

mentionne le document de Travail de rue, intitulé: «30 ans au service des personnes touchées par la pauvreté».

**Seuil d'inhibition.** «Bien des personnes qui vivent dans la précarité ne cherchent ou ne trouvent pas l'aide à laquelle elles auraient droit. Certaines la refusent par peur de perdre leur indépendance, d'autres, issues de la migration, par crainte de voir leur statut annulé. Faire le premier pas pour demander l'aide d'une institution reste souvent difficile, le seuil d'inhibition, de gêne, de honte est souvent élevé. C'est pourquoi l'un des buts de notre association est de rendre l'aide plus accessible», évoque Esther Mühlthaler, travailleuse de rue.

Les temps ont changé. Si au début de son action, Travail de rue venait principalement en aide aux personnes souffrant d'addiction (drogue, alcool, médicaments), les thématiques des consultations se focalisent aujourd'hui sur la précarité financière, les factures que l'on ne peut plus payer, les gens qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts.

**Dettes.** «Nous recevons, bien sûr, toujours les victimes de l'addiction, mais aussi des requérants d'asile en détresse qui risquent de perdre leur statut de séjour en Suisse, des personnes retraitées ou proche de la retraite qui constatent que leur rente ne suffit pas à les faire vivre décemment, et également le groupe, très présent, de personnes qui souffrent de maladies mentales. Cela touche toutes les classes, tous les âges et toutes les couches sociales.»

D'après les statistiques fédérales de 2021, quelque 745 000 personnes sont touchées par la pauvreté en Suisse; parmi la population active, 157 000 ne disposent pas d'un revenu supérieur au seuil de pauvreté qui se situe, en valeur moyenne, à 2289 francs pour une personne seule et à 3 989 francs pour une famille de deux adultes. Le risque de pauvreté menace environ 1,308 million de personnes. Et ces chiffres sont en hausse constante.

Une des préoccupations majeures qui pollue la vie sociale se focalise sur les dettes, les factures impayées avec les poursuites comme conséquence directe. Un cercle vicieux, le serpent qui se mord la queue. «Les dettes font barrage à plusieurs égards:

lorsque l'on est endetté, il est difficile de trouver un logement, et sans logement, on peut difficilement exercer un travail. La Suisse ne connaît pas l'exonération de la dette restante, aucun mécanisme dans la loi permet de l'effacer», déplore Esther Mühlthaler. «Il ne reste que la solution de la faillite privée, mais pour la plupart des gens ce n'est pas vraiment une option, et beaucoup d'entre eux restent finalement endettés toute leur vie. Cette carence est actuellement débattue au Parlement fédéral.»

À ce propos l'Office fédérale de la santé publique fait un premier pas dans la bonne direction en proposant au Conseil fédéral un projet stipulant qu'à l'avenir, les jeunes adultes ne devraient plus être poursuivis pour des dettes d'assurance héritées par leur enfance ou leur jeunesse. La modification de la loi sur l'assurance maladie devrait entrer en fonction le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Benjamin Scotoni complète avec Esther Mühlthaler l'équipe de l'association Travail de rue, dont le local biennnois est situé au 5 de la rue du Milieu. «On peut venir frapper à notre porte pour demander de l'aide que nous proposerons directement, si notre emploi du temps le permet, sinon pour prendre rendez-vous. Deux fois par semaine nous avons un point rencontre, lundi, de 14 à 16 heures, et mercredi, de 10 à 12 heures, ce qui permet aux gens d'être au chaud, de boire un café, de manger quelque chose et de bénéficier de conseils et d'un accompagnement psychosocial», relate la travailleuse de rue.

«Mais l'aspect le plus important de notre travail se situe hors murs, lors des tours en ville, plusieurs fois par semaine, au contact des gens dans l'espace public.»

**Indépendante.** Rappons que l'association Travail de rue est financièrement indépendante de la Ville et du canton, elle ne dépend que des fonds alloués par les Églises catholique, catholique chrétienne et réformée de Biel, du Seeland et du Jura bernois. «Le soutien des Églises reste, dans les circonstances actuelles, plus important que jamais. Elles continuent à répondre à la forte demande d'aide.»

[www.gassenarbeit-biel.ch](http://www.gassenarbeit-biel.ch)

Reklame

Reklame



MATTHIAS KASER



«Kompetent, pragmatisch und mit viel Engagement für die Arbeit...»